

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 10 août 2016 – 7h30

Résultats consolidés S1 2016 du groupe Dexia

Résultat net part du groupe de EUR -200 millions au 1er semestre 2016

- *Résultat récurrent de EUR -131 millions, intégrant EUR -86 millions de taxes et contributions majoritairement comptabilisées au 1^{er} trimestre, en application de la norme IFRIC 21*
- *Impact de EUR -191 millions des éléments de volatilité comptable, dans un contexte de marché défavorable*
- *Contribution positive des éléments non-récurrents, liés à une gestion active du bilan*

Évolution favorable du profil de risque du groupe

- *Signature d'un protocole d'accord avec la République d'Autriche dans le dossier Heta Asset Resolution, dont l'application est attendue au cours du 2^e semestre 2016*
- *Forte réduction du risque lié aux crédits structurés sensibles octroyés aux collectivités locales et au secteur hospitalier en France*
- *Coût du risque très limité, de 1,7 point de base sur 12 mois glissants*

Total de bilan de EUR 236 milliards : réduction de EUR 8 milliards des portefeuilles d'actifs neutralisée par l'impact de la baisse des taux d'intérêt

Ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia SA à 15,0 %

- *Montant des actifs pondérés des risques en baisse de EUR -2 milliards*
- *Déduction de 60 % de la réserve AFS non souveraine depuis le 1^{er} janvier 2016*

Wouter Devriendt, administrateur délégué de Dexia SA, a déclaré : « Les résultats semestriels du groupe reflètent une fois de plus la forte volatilité de l'environnement dans lequel se déroule la résolution du groupe. Ce semestre, cette volatilité s'est matérialisée par une contribution négative des éléments de volatilité comptable aux résultats financiers et par une augmentation de la taille du bilan du groupe. Par ailleurs, des avancées significatives ont été réalisées en matière de diminution du profil de risque, illustrées par la forte réduction du risque lié aux crédits structurés en France ».

Robert de Metz, président du conseil d'administration de Dexia SA, a déclaré : « Je salue le dynamisme des équipes qui, dès le début du semestre, ont appréhendé les conséquences potentielles sur les marchés financiers du référendum concernant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, en anticipant largement le plan de financement annuel et en prenant des mesures concrètes et structurelles afin de limiter la sensibilité du compte de résultat notamment à la variation de la livre sterling. Dans les prochains mois, le groupe poursuivra sa trajectoire de résolution ordonnée, sous l'impulsion d'une équipe dirigeante renouvelée ».

Introduction

Au premier semestre 2016, la poursuite de la reprise économique de la zone euro a été mise au second plan par le résultat en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne lors du référendum organisé le 23 juin. L'annonce de ce vote ouvre une période d'incertitude pour l'économie britannique et, dans une moindre mesure, celle de l'Union européenne, et a généré une forte volatilité sur les marchés financiers, marquée par un affaiblissement de la livre sterling, une recherche d'actifs sûrs et une défiance envers les actifs sujets à contagion.

Cette situation a poussé les banques centrales à poursuivre des politiques monétaires accommodantes.

Ces différents éléments se sont matérialisés dans les résultats du groupe Dexia, en particulier dans le niveau des « éléments de volatilité comptable ». Ils ont également influé sur le besoin de financement et la taille du bilan du groupe.

Conformément à la législation en vigueur, Dexia publie, pour la période prenant fin au 30 juin 2016, un communiqué relatif aux états financiers consolidés résumés. Ce communiqué présente les transactions et les événements significatifs du premier semestre 2016, ainsi que leur impact sur la situation financière du groupe. Le rapport financier semestriel 2016 de Dexia SA sera publié dans son intégralité le 19 août 2016.

Précisions relatives à la présentation des états financiers consolidés résumés du groupe Dexia au 30 juin 2016

Les états financiers consolidés résumés de Dexia au 30 juin 2016 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern). Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous jacent à la résolution du groupe Dexia, reprises ci-dessous.

- Le plan d'affaires a été construit à partir de données de marché observables à fin septembre 2012 ; les hypothèses macroéconomiques sous-jacentes sont révisées dans le cadre des revues d'ensemble biannuelles du plan.

En particulier, la mise à jour réalisée sur la base des données disponibles au 31 décembre 2015 et validée par le comité de direction de Dexia du 14 juin 2016 prend en compte une révision du plan de financement reposant sur les dernières conditions de marché observables. Elles intègrent également les évolutions réglementaires connues à ce jour dont le texte définitif de la CRD IV et la mise en œuvre de la norme IFRS 9 à partir de 2018, basée sur les hypothèses connues à ce jour.

Le plan d'affaires ainsi révisé conduit à des ajustements par rapport au plan d'origine, mais qui ne remettent pas en cause la trajectoire de résolution du groupe sur la durée.

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire des différentes entités ainsi que celui de la notation de Dexia Crédit Local.
- Il suppose par ailleurs que Dexia conserve une bonne capacité de financement, qui repose en particulier sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés.

De ce point de vue, depuis la validation du Plan de Résolution Ordonnée en décembre 2012, la structure de financement du groupe a bénéficié d'une progression des financements de marché, sécurisés ou garantis, à un coût sensiblement plus faible qu'anticipé dans le plan d'affaires, pour des volumes plus importants et des maturités plus longues. Ceci a permis au groupe de réduire son recours au financement des banques centrales et de sortir des mécanismes de financement dérogatoires mis en place en 2012. Dexia, dans le cadre d'une gestion prudente de sa liquidité, a également veillé à constituer des réserves de liquidité dans le but, notamment, de faire face à une

augmentation du montant du cash collateral¹ versé à ses contreparties de dérivés. Par ailleurs, le groupe s'était prémuni de certains effets potentiels du résultat du référendum portant sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, en couvrant ses besoins en livre sterling sur plusieurs mois.

Toutefois, sur la durée de la résolution du groupe, des incertitudes demeurent sur la réalisation du plan d'affaires.

- Il est notamment susceptible d'être impacté par une évolution des règles comptables et prudentielles.
- Les caractéristiques financières de Dexia depuis son entrée en résolution ne lui permettent pas de s'assurer du respect de certains ratios réglementaires sur la durée de la résolution, compte tenu de l'évolution de l'environnement réglementaire et macro-économique depuis 2012.

L'évolution de l'environnement macroéconomique est en effet susceptible d'impacter le plan d'affaires. À cet égard, l'incertitude générée par le résultat du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne a entraîné une très forte volatilité des paramètres de marché, dont notamment les taux de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit, auxquels le groupe est particulièrement sensible. Au 30 juin 2016, l'amplitude des mouvements constatés reste dans des proportions déjà observées par le passé. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait toutefois peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe via une hausse du montant du cash collatéral versé par Dexia à ses contreparties de dérivés (la sensibilité du besoin de liquidité à ce paramètre étant de l'ordre de EUR 1,2 milliard pour une variation de 10 points de base des taux à long terme) ou un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers et des dérivés OTC, dont les variations sont comptabilisées en compte de résultat et sont susceptibles d'entraîner une variation de la réserve AFS et du niveau de capital réglementaire du groupe.

- Enfin, dans le cas où la capacité d'absorption par le marché de la dette garantie par les Etats, serait moindre, Dexia devrait alors recourir à des sources de financement plus onéreuses qui impacteraient directement la rentabilité prévue dans le plan d'affaires.

La dernière mise à jour du plan d'affaires montre une situation de liquidité excédentaire sur tout l'horizon de projection. La détermination de cet excédent de liquidité repose sur une projection du montant du cash collatéral et est donc sensible aux variations de ce dernier. En 2016, l'activité soutenue en matière d'émissions garanties à long terme et de financements sécurisés, dans des conditions de marché volatiles, a permis de maintenir les réserves de liquidité du groupe à un niveau de EUR 14 milliards au 30 juin 2016, malgré une progression du cash collateral net versé de EUR 5 milliards depuis le 31 décembre 2015, à EUR 37 milliards.

¹ Dépôts ou valeurs remis par Dexia à ses contreparties en garantie des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises (swaps).

1. Événements et transactions significatifs

- Une politique de gestion prudente qui a permis d'anticiper et de limiter les impacts d'un environnement très volatil tout au long du semestre
- Signature d'un protocole d'accord avec la République d'Autriche sur le dossier Heta Asset Resolution
- Forte diminution du risque lié aux crédits structurés sensibles octroyés aux collectivités locales et au secteur hospitalier en France

Conséquences du vote en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Le référendum organisé le 23 juin 2016 portant sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne a vu une majorité se dégager en faveur de la sortie de l'Union européenne. Ce résultat est source d'incertitude pour le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, pour l'Union européenne, tant au niveau politique qu'économique, et a entraîné une réaction immédiate des marchés financiers et une forte volatilité.

Bien que les implications de ce vote puissent se répercuter sur une longue période et prendront du temps à être pleinement appréhendées, deux tendances semblent se dessiner. D'une part, dans la mesure où une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est perçue comme préjudiciable à sa situation économique, un réajustement vis-à-vis de l'économie britannique a été constaté dans les jours suivants le résultat du vote, en particulier sur les marchés de change. D'autre part, le climat d'incertitude a entraîné une défiance envers les actifs considérés comme potentiellement à risque. Il est probable que les négociations de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, dont la durée pourrait s'étendre sur plusieurs années, s'accompagnent du maintien d'une forte volatilité sur les marchés financiers.

Pour mémoire, au 30 juin 2016, les expositions de Dexia sur ce pays s'élèvent à EUR 27 milliards². Ces actifs, dont Dexia assure un suivi attentif, présentent une très bonne qualité de crédit, étant notés dans la catégorie Investment Grade à 99 %. Ce portefeuille comprend EUR 13 milliards sur le secteur public local et EUR 9 milliards sur des contreparties corporates, notamment des *utilities*, a priori peu sensibles aux conséquences d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, et des financements de projets, principalement liés au secteur public. L'exposition au souverain est négligeable.

Ces conditions de marché volatiles ont eu des conséquences à plusieurs niveaux pour le groupe Dexia :

- Elles ont en premier lieu un impact sur son besoin de financement et ses conditions de refinancement. Bien que ces craintes semblent aujourd'hui levées, elles sont de nature à perturber l'accès au marché du refinancement en livre sterling. Dans une approche prudente, Dexia s'est prémuni contre ce scénario et a pris des mesures lui permettant de couvrir ses besoins dans cette devise sur plusieurs mois. Par ailleurs, le montant du cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés est sensible à la baisse des taux d'intérêt, notamment en euro. La baisse des taux longs observée dans les semaines suivants le référendum se traduit en conséquence par une progression du montant du cash collatéral versé par Dexia.
- Les variations des paramètres de marché, en particulier le change et les taux d'intérêt, impactent la valorisation d'actifs et de passifs et la valorisation des dérivés OTC. Les ajustements de valeur constatés sont comptabilisés en compte de résultat. Une plus forte volatilité des marchés financiers se reflète donc à travers le compte de résultat du groupe. Dès le début du semestre, le groupe avait cependant pris des mesures structurelles afin de limiter sa sensibilité aux variations de change sur le sterling et la volatilité sur le compte de résultat qui en découle.

² Cf. annexe 4 de ce communiqué pour plus de détails.

- Enfin, la réserve AFS du groupe est sensible à l'évolution des marges de crédit sur les actifs du portefeuille disponible à la vente. En conséquence, une détérioration des conditions de marché influence le montant du capital réglementaire du groupe.

Malgré une forte volatilité au lendemain de l'annonce des résultats du référendum, l'amplitude des variations des paramètres de marché constatées au 30 juin 2016 reste dans des proportions déjà observées par le passé. Ces mouvements pèsent néanmoins sur le besoin de financement et sur le niveau du capital réglementaire du groupe (cf. sections résultats, liquidité et solvabilité).

Point sur l'environnement de crédit

Au 30 juin 2016, le portefeuille de crédit du groupe Dexia demeure globalement de bonne qualité avec 89 % des expositions notées dans la catégorie « investment grade ». Le coût du risque est limité, à 1,7 point de base sur 12 mois glissants.

Le semestre a été marqué par l'évolution favorable des dossiers concernant Heta Asset Resolution AG en Autriche et les crédits structurés en France (voir ci-dessous).

D'autre part, Dexia a maintenu un suivi attentif de ses expositions, avec une attention particulière pour certains secteurs et contreparties, notamment le secteur bancaire italien et le Commonwealth de Porto Rico.

La fragilité de certains acteurs bancaires italiens, confirmée par les résultats de l'exercice de stress test de l'EBA, publiés le 29 juillet 2016, reste un sujet d'attention. L'exposition du groupe aux banques italiennes s'élève à EUR 271 millions³. Elle porte très majoritairement sur des banques présentant une bonne qualité de crédit. L'exposition aux banques notées « non investment grade » est de EUR 10 millions, essentiellement collatéralisés. Outre son exposition au secteur bancaire, le groupe demeure fortement exposé au souverain italien⁴ et donc sensible à tout scénario de contagion.

Par ailleurs les résultats de l'exercice de stress test font apparaître une fragilité du secteur bancaire irlandais. Dexia est exposé à hauteur de EUR 34 millions aux banques irlandaises, dont EUR 2,6 millions sur les banques faisant partie de l'échantillon.

La situation du Commonwealth de Porto Rico, qui fait face à des difficultés financières importantes, limitant sa capacité à honorer ses engagements, a également constitué un sujet d'attention pour le groupe Dexia. Plusieurs plans de restructuration de la dette du Commonwealth ont été proposés aux créanciers, prévoyant des décotes de l'ordre de 15 % à 50 %, et font actuellement l'objet de discussions. Le 1^{er} juillet 2016, le Commonwealth n'a pas pu honorer près de la moitié du service de sa dette, un montant de EUR 911 millions sur une échéance de EUR 2 milliards restant impayé. L'exposition du groupe sur des entreprises publiques liées au Commonwealth de Porto Rico s'élève à EUR 424⁵ millions au 30 juin 2016, dont 96 % est couverte par des rehausseurs de crédit de bonne qualité. Le montant résiduel, garanti par des rehausseurs de crédit de moins bonne qualité, avait fait l'objet d'un provisionnement. En outre, le groupe avait également constitué une provision afin de couvrir le risque d'accélération des paiements sur certains encours rehaussés, ce qui engendrerait des pertes sur les dérivés associés. Le total des provisions sur les satellites de Porto Rico s'élève à EUR 41 millions (USD 45,5 millions).

³ L'exposition sur le secteur bancaire italien de EUR 744 millions mentionnée en annexe 4 inclut l'exposition sur les chambres de compensation en Italie, qui s'élève à EUR 358 millions ainsi que EUR 115 millions sur des véhicules de titrisation.

⁴ Cf annexe 4

⁵ Montant en EAD correspondant à USD 430 millions de valeur comptable brute précédemment publiée.

A – Heta Asset Resolution AG : conclusion d'un protocole d'accord avec la République d'Autriche en mai 2016

Un accord de principe a été trouvé le 18 mai 2016 entre la République d'Autriche et des créanciers de Heta Asset Resolution AG (Heta) dont la dette a été partiellement annulée dans le cadre d'un bail-in imposé par le régulateur autrichien le 10 avril 2016. Dexia Kommunalbank Deutschland AG, la filiale allemande de Dexia dont l'exposition nominale à Heta s'élève à EUR 395 millions, est partie prenante à cet accord.

Le protocole d'accord conclu prévoit le principe d'un échange des titres émis par Heta et détenus par les créanciers contre des obligations zéro-coupon d'une maturité d'environ 13,5 ans, émises par le Land de Carinthie via une entité spécifique, et qui bénéficieront de la garantie explicite de la République d'Autriche.

La finalisation de l'offre et la mise en œuvre effective du protocole d'accord sont attendues pour le 2^e semestre de 2016. Cette mise en œuvre est sujette à la réalisation de différentes conditions et doit encore faire l'objet de discussions et négociations techniques entre parties.

Sur la base des termes décrits dans le protocole d'accord, Dexia pourrait enregistrer dans ses comptes un impact positif de l'ordre de EUR 130 à 140 millions.

B – Forte diminution du risque lié aux crédits structurés sensibles octroyés aux collectivités locales et au secteur hospitalier en France

La phase de souscription aux aides apportées par les fonds de soutien aux collectivités locales et au secteur hospitalier qui avaient souscrit des crédits structurés sensibles s'est terminée en juillet 2016. La totalité des emprunteurs qui détenaient des prêts « Hors Charte » au bilan de Dexia Crédit Local ont accepté l'aide proposée et ont signé un accord transactionnel avec le groupe, transmis à l'État, et mettant fin à tout litige né ou à naître. Ces accords couvrent l'ensemble des prêts aux clients publics dont les échéances avaient été dégradées.

Parallèlement, un nombre important de prêts non couverts par les fonds de soutien ont fait l'objet de désensibilisation.

En conséquence, l'encours de crédits structurés sensibles inscrits au bilan de Dexia s'élève à EUR 783 millions au 30 juin 2016, en baisse de 20 % par rapport à fin 2015 et de 60 % par rapport à mai 2012.

Le nombre de litiges dans lequel Dexia Crédit Local est impliqué diminue également fortement, passant de 147 fin 2015 à 70 au 30 juin 2016.

Autres éléments significatifs***A – Regroupement d'actions***

Comme annoncé le 28 janvier 2016, Dexia SA a procédé le 4 mars 2016 à un regroupement de ses actions, sur la base d'un ratio d'une action nouvelle pour mille actions existantes, et ce conformément à la résolution votée par l'assemblée générale extraordinaire qui s'était tenue le 20 mai 2015.

Afin de compenser les titulaires de rompus (fractions d'actions nouvelles), ceux-ci ont été regroupés afin de constituer des actions nouvelles, lesquelles ont été cédées sur le marché. Les actionnaires avaient par ailleurs été invités à céder ou acquérir des actions Dexia afin d'être en possession, au moment de la date d'enregistrement précédant le regroupement, d'un nombre d'actions correspondant à un multiple de mille. Le prix net moyen de vente par action nouvelle s'est élevé à EUR 21,01. Les détenteurs de rompus ont donc reçu une compensation en espèce de EUR 0,021 pour chaque (ancienne) action.

Il y a désormais 30 896 352 actions émises par Dexia SA (dont 1 948 984 actions de catégorie A et 28 947 368 actions de catégorie B).

B – Augmentation de capital de Dexia Crédit Local

Le 28 juin 2016, Dexia Crédit Local a procédé à une augmentation de capital d'un montant de EUR 250 millions (primes comprises) par émission d'actions nouvelles. Celle-ci a été souscrite en totalité par Dexia SA, maison-mère de Dexia Crédit Local.

Cette augmentation de capital renforce le ratio de solvabilité de Dexia Crédit Local d'environ 50 points de base. Elle n'a pas d'impact au niveau du groupe Dexia, sur une base consolidée.

C – Cession de la tour Dexia à La Défense

Le groupe Dexia a décidé début 2016 de procéder à la cession de la tour CBX à La Défense en effectuant une opération de « sale and lease back », la réduction de l'activité du groupe conduisant à n'en occuper qu'une partie.

À la suite d'un appel d'offres, le processus de cession s'est conclu le 21 juillet 2016 par la finalisation et la signature de l'acte de vente de la tour CBX à son promoteur initial, la société Tishman Speyer. Dexia Crédit Local s'est engagé à rester occupant d'une partie de la tour pour une durée d'au moins 9 ans.

En application de la norme IFRS 5, l'immeuble a été transféré pour sa valeur comptable en « Actifs non courants destinés à être cédés » dans les comptes du 30 juin 2016.

La plus-value de cession, d'un montant avant impôts de l'ordre de EUR 50 millions, sera enregistrée dans les comptes au 30 septembre 2016.

D – Évolution de la gouvernance du groupe

La gouvernance du groupe a évolué au cours du premier semestre de 2016.

Le 18 mai 2016, à l'échéance du mandat de Karel De Boeck, Wouter Devriendt a été nommé par l'assemblée générale de Dexia SA en qualité d'administrateur. Le conseil d'administration du même jour a décidé de le nommer administrateur délégué et président du comité de direction de Dexia SA. L'assemblée générale extraordinaire a par ailleurs décidé d'élargir la composition du conseil d'administration de neuf à treize membres, afin de permettre au groupe de se conformer aux nouvelles réglementations en matière de gouvernance.

Le 1^{er} juillet 2016, Véronique Hugues a remplacé Pierre Vergnes, démissionnaire, en qualité d'administrateur exécutif et directeur financier de Dexia SA.

Le comité de direction de Dexia SA est désormais composé de Wouter Devriendt, Véronique Hugues, Claude Piret, Johan Bohets et Benoît Debroise.

Les gouvernances de Dexia SA et Dexia Crédit Local étant intégrées, ces changements s'appliquent également au niveau de Dexia Crédit Local. Les dirigeants effectifs de Dexia Crédit Local sont désormais Wouter Devriendt, directeur général, Véronique Hugues et Claude Piret, directeurs généraux délégués.

2. Résultats S1 2016

A – Présentation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 de Dexia SA

a – Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés du groupe Dexia au 30 juin 2016 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (cf. section « Précisions relatives à la présentation des états financiers consolidés résumés du groupe Dexia au 30 juin 2016 »).

B - Résultats consolidés S1 2016 du groupe Dexia

- *Résultat net part du groupe de EUR -200 millions, dont EUR -191 millions imputables aux éléments de volatilité comptable, dans un contexte de marché défavorable*
- *Résultat net récurrent de EUR -131 millions, intégrant EUR -86 millions de taxes et contributions majoritairement comptabilisées au 1^{er} trimestre, en application de la norme IFRIC 21*
- *Contribution positive de EUR 122 millions des éléments non récurrents, portée par des gains réalisés par une gestion active du bilan et des reprises de provisions pour litige*

a – Compte de résultats de la période (données non auditées)

Compte de résultat consolidé - format ANC			
EUR millions	T1 2016	T2 2016	S1 2016
Produit net bancaire	78	-68	10
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	-134	-67	-201
Résultat brut d'exploitation	-56	-135	-192
Coût du risque	-8	2	-6
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	1	6
Résultat avant impôts	-60	-132	-192
Impôts sur les bénéfices	-3	-18	-21
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-3	3	0
Résultat net	-66	-147	-213
Intérêts minoritaires	-11	-2	-13
Résultat net part du groupe	-55	-145	-200

Au cours du 1^{er} semestre 2016, le groupe Dexia a comptabilisé un résultat net part du groupe de EUR -200 millions.

Sur cette période, le produit net bancaire s'élève à EUR 10 millions. Il inclut les variations de valorisation à la juste valeur des dérivés collatéralisés, de la CVA, de la DVA, de la FVA et du risque de crédit propre (Own Credit Risk).

Les coûts s'élèvent à EUR -201 millions. Sur ce montant, EUR -86 millions sont dus à des taxes et contributions diverses.

Compte tenu de ces éléments, le résultat brut d'exploitation du semestre s'élève à EUR -192 millions.

Le coût du risque est limité à EUR -6 millions sur le 1^{er} semestre de l'année. Le 1^{er} semestre n'a pas vu de mouvement majeur en matière de provisionnement. Les gains et pertes nets sur autres actifs, d'un montant de EUR 6 millions sur le semestre, correspondent à des cessions d'actifs immobiliers détenus par le groupe aux États-Unis et en Italie.

Le résultat avant impôts s'établit à EUR -192 millions.

Sur le semestre, les impôts sur les bénéfices s'élèvent à EUR -21 millions.

Le résultat net dégagé par les activités arrêtées ou en cours de cession regroupe les montants versés et reçus par le groupe dans le cadre des engagements contractuels fixés lors des cessions d'entités réalisées au cours des dernières années. Sur le semestre, la somme de ces montants est nulle.

Le résultat attribuable aux intérêts minoritaires s'élève à EUR -13 millions conduisant à un résultat net part du groupe de EUR -200 millions sur le semestre.

b – Présentation analytique des résultats de la période (données non-auditées)

Le résultat net part du groupe de EUR -200 millions se compose des éléments suivants :

- EUR -131 millions sont attribuables aux éléments récurrents⁶ ;
- EUR -191 millions sont liés à des éléments de volatilité comptable⁷ ;
- EUR 122 millions ont été générés par des éléments non-récurrents⁸.

Afin de faciliter la lecture de ses résultats et d'en mesurer la dynamique au cours de l'année, Dexia présente l'évolution des trois différents segments analytiques retenus par le groupe de façon distincte.

⁶ *Éléments récurrents : éléments liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.*

⁷ *Éléments de volatilité comptable : éléments liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA) et la valorisation des dérivés OTC, le risque de crédit propre (OCR), la variation du portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).*

⁸ *Éléments non récurrents : éléments à caractère exceptionnel, non susceptibles de se reproduire de façon régulière incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'actifs, les frais et gains liés à des litiges, les frais de restructuration.*

Présentation analytique des résultats S1 2016 du groupe Dexia

EUR millions	Eléments récurrents	Eléments de volatilité comptable	Eléments non récurrents	Total
Produit net bancaire	133	-191	68	10
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-250	0	48	-201
Résultat brut d'exploitation	-117	-191	116	-192
Coût du risque	-6	0	0	-6
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	6	6
Résultat avant impôts	-122	-191	122	-192
Impôts sur les bénéfices	-21	0	0	-21
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	0	0
Résultat net	-144	-191	122	-213
Intérêts minoritaires	-13	0	0	-13
Résultat net part du groupe	-131	-191	122	-200

b.1 - Éléments récurrents

Éléments récurrents			
EUR millions	T1 2016	T2 2016	S1 2016
Produit net bancaire	60	74	133
dont Revenus des portefeuilles commerciaux	154	158	312
dont Coût de financement	-145	-150	-295
dont Autres revenus	50	66	116
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-148	-102	-250
Résultat brut d'exploitation	-89	-28	-117
Coût du risque	-8	2	-6
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0
Résultat avant impôts	-97	-25	-122
Impôts sur les bénéfices	-3	-18	-21
Résultat net	-100	-43	-144
Intérêts minoritaires	-11	-2	-13
Résultat net part du groupe	-90	-41	-131

Le résultat net part du groupe dégagé par les éléments récurrents au cours du 1^{er} semestre 2016 est de EUR -131 millions.

Le produit net bancaire dégagé par le groupe au 1^{er} semestre 2016 s'élève à EUR 133 millions, il comprend :

- Les revenus des portefeuilles d'actifs, qui atteignent EUR 312 millions sur le semestre, ce montant étant dans la lignée des semestres précédents ;
- Le coût de financement du 1^{er} semestre, d'un montant de EUR -295 millions, en hausse par rapport aux périodes précédentes. Cette évolution est due à un changement du mix de funding, marqué par une progression des financements garantis par les États dans des conditions de marché moins favorables. En outre, la non-éligibilité de la dette garantie émise par Dexia aux programmes de rachat de titres menés par la Banque centrale européenne tend à renchérir le coût de ces financements ;
- Les autres revenus, qui incluent principalement les revenus liés à la gestion de l'actif et du passif (Asset and Liability Management – ALM) et s'élèvent à EUR 116 millions ; ils s'inscrivent en ligne avec les semestres précédents.

Sur le semestre, les coûts s'établissent à EUR -250 millions. Ce montant inclut EUR -86 millions de taxes et contributions, dont la contribution des entités du groupe au Fonds de résolution unique (EUR -63 millions) et la taxe annuelle pour risque systémique (EUR -11 millions). La majeure partie de ces taxes et contributions ont été comptabilisées au cours du 1^{er} trimestre, en application de la norme IFRIC 21. En excluant ces taxes et contributions, les coûts opérationnels sont maîtrisés, en ligne avec les trimestres précédents.

Rapporté au niveau des expositions du groupe, le coût du risque, qui s'établit à EUR -6 millions, ressort à 1,7 point de base en moyenne sur 12 mois glissants, un niveau qui confirme la bonne qualité du portefeuille d'actifs du groupe.

La charge d'impôts du semestre s'élève à EUR -21 millions, elle porte sur certaines entités locales du groupe.

b.2 - Éléments de volatilité comptable

Eléments de volatilité comptable			
EUR millions	T1 2016	T2 2016	S1 2016
Impact en résultat net part du groupe (éléments comptabilisés en produit net bancaire)	-14	-178	-191

Sur le 1^{er} semestre, l'impact des éléments de volatilité comptable est négatif, à EUR -191 millions. Le contexte de baisse des taux d'intérêt, d'élargissement des marges de crédit et les fluctuations des changes sur la période ont été défavorables au groupe. Ces mouvements ont été amplifiés par l'inquiétude qui a suivi le vote du 23 juin 2016 en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, générant une forte volatilité des paramètres de marché et une fuite vers la qualité accélérant la baisse des taux et conduisant à un élargissement des marges de crédit sur les pays d'Europe du Sud.

Dans ce contexte, l'évolution de la valorisation des dérivés sur la base d'une courbe OIS est négative, tout comme celle de la FVA, de la CVA et de la DVA. Le risque de crédit propre (*Own Credit Risk*) est légèrement positif en raison de rachats de passifs réalisés sur la période.

Le groupe a procédé à des ajustements de ses paramètres de valorisation au cours du semestre, permettant notamment de mieux prendre en compte le profil d'amortissement des dérivés sous-jacents dans le calcul de la CVA et de la DVA, et a fait évoluer les paramètres utilisés pour le calcul de la FVA. Sur le montant de EUR -191 millions comptabilisés au cours du semestre, environ un quart est imputable à ces évolutions.

b.3 - Éléments non récurrents

Éléments non récurrents			
EUR millions	T1 2016	T2 2016	S1 2016
Produit net bancaire	32	36	68
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	14	34	48
Résultat brut d'exploitation	46	70	116
Coût du risque	0	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	1	6
Résultat avant impôts	51	71	122
Impôts sur les bénéfices	0	0	0
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-3	3	0
Résultat net	48	74	122
Intérêts minoritaires	0	0	0
Résultat net part du groupe	48	74	122

Les éléments non récurrents comptabilisés sur le semestre comprennent notamment :

- Des gains liés à la gestion active du bilan (EUR 44 millions), liés principalement à des rachats de passifs réalisés au cours du 2^e trimestre ;
- Des versements reçus dans le cadre de litiges, ainsi que des reprises de provisions pour litiges, partiellement compensées par le renforcement de certaines provisions (impact net de EUR 49 millions) ;
- Un impact positif résultant de l'apurement de charges à payer (EUR 11 millions) ;
- Des gains réalisés sur la cession d'actifs immobiliers du groupe (EUR 6 millions).

3. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

- Total de bilan de EUR 235,9 milliards au 30 juin 2016, en progression de EUR 5,6 milliards par rapport à la fin 2015
- Baisse des taux d'intérêt générant une hausse du montant du cash collateral versé par le groupe et de la juste valeur des actifs et dérivés, ayant plus que compensé les cessions et l'amortissement naturel des portefeuilles
- Ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia à 15,0 % : déduction de 60 % de la réserve AFS non-souveraine du capital réglementaire et forte baisse des actifs pondérés des risques

a - Évolution semestrielle du bilan

Au 30 juin 2016, le bilan consolidé du groupe s'élève à EUR 235,9 milliards. Il s'inscrit en hausse de EUR 5,6 milliards par rapport au 31 décembre 2015 et en baisse de EUR 1,7 milliard par rapport au 31 mars 2016.

Le total de bilan a connu une évolution divergente entre le 1^{er} et le 2^e trimestre.

Le 1^{er} trimestre a vu une forte progression du total de bilan, principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt, malgré la réduction des portefeuilles. Au 2^e trimestre, la forte réduction des portefeuilles et la diminution du recours à la liquidité placée auprès des banques centrales ont inversé la tendance malgré la persistance de la baisse des taux.

En effet, au cours du semestre, Dexia a poursuivi sa politique de cession opportuniste d'actifs, en particulier sur ses expositions souveraines (Japon, Pologne, Hongrie). Au 30 juin 2016, à taux de change constant, le portefeuille d'actifs de Dexia s'élève à EUR 123 milliards, en baisse de EUR 7,8 milliards depuis fin décembre 2015, dont EUR 5,8 milliards liés à l'amortissement naturel du portefeuille et EUR 2 milliards aux cessions d'actifs ou remboursements par anticipation.

Au cours du 1^{er} semestre 2016, à taux de change constant, la progression de l'actif du bilan est principalement liée :

- à une progression de la juste valeur des actifs et des dérivés de EUR 10,3 milliards ;
- à une hausse de EUR 6,3 milliards du montant du cash collateral versé par le groupe ;
- à la réduction de EUR -7,8 milliards du portefeuille d'actifs ;
- à une baisse de EUR -2,4 milliards du recours à la liquidité placée auprès des banques centrales.

Au passif, à taux de change constant, l'évolution du bilan se traduit par :

- une progression de EUR 12,1 milliards de la juste valeur des passifs et des dérivés ;
- une réduction de EUR -5,9 milliards du stock des financements de marché et des financements de la Banque centrale européenne.

L'impact des variations de change sur l'évolution du bilan se chiffre à EUR -0,5 milliard sur le semestre.

b – Ratios de solvabilité

Au 30 juin 2016, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établissent à EUR 7 481 millions, contre EUR 8 180 millions au 31 décembre 2015. Cette évolution s'explique principalement par la perte comptabilisée sur la période, ainsi que par la déduction du capital réglementaire de 20 % supplémentaires

de la réserve AFS liée à des titres non-souverains conformément au calendrier défini par la directive CRD IV, soit EUR -1 710 millions à fin juin 2016.

Les gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres atteignent EUR -6,3 milliards contre EUR -5,4 milliards fin décembre 2015. Cette évolution s'explique principalement par l'écartement des marges de crédit, particulièrement sensible sur les souverains italien, portugais et polonais, dans un environnement de forte volatilité. Au 30 juin 2016, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 50 milliards, dont EUR 46,8 milliards au titre du risque de crédit, EUR 2,2 milliards au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Au niveau du risque de crédit, la baisse induite par la réduction du portefeuille d'actifs, des ajustements méthodologiques et des migrations de notations, notamment sur les ABS, est partiellement compensée par une augmentation de la juste valeur des expositions et un effet change défavorable.

Ces éléments conduisent à un ratio de solvabilité Common Equity Tier 1 de respectivement 15,0 % et 12,2 % pour Dexia SA et Dexia Crédit Local à fin juin 2016. À noter que le ratio de Dexia Crédit Local est renforcé par l'augmentation de capital réalisée par Dexia SA le 28 juin 2016 (cf. Section « Événements et transactions significatifs »).

Comme indiqué dans les communications précédentes, Dexia et Dexia Crédit Local appliquent, avec l'aval de leurs superviseurs respectifs, la dérogation permettant de ne pas prendre en compte la réserve AFS sur les titres souverains dans le calcul des ratios de solvabilité⁹.

Conformément au règlement de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016¹⁰, cette discrétion nationale prendra fin au 1^{er} octobre 2016. À partir de cette date, la réserve AFS sur les titres souverains sera donc déduite du capital réglementaire de Dexia et de Dexia Crédit Local, conformément au calendrier de mise en œuvre de la CRD IV. À fin juin 2016, le montant de la réserve AFS sur les titres souverains de Dexia est de EUR -2,1 milliards.

B – Évolution de la situation de liquidité du groupe Dexia

- *Activité de financement soutenue sur le semestre avec plus de 90 % du programme de financement à long terme réalisé au 30 juin*
- *Gestion prudente de la liquidité en anticipation du vote sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne : couverture des besoins en livre sterling sur plusieurs mois*

Le 1^{er} semestre 2016 a été caractérisé par une très forte volatilité sur les marchés financiers, particulièrement au 2^e trimestre marqué par le vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans ce contexte, le montant net de collatéral versé par le groupe en garantie de ses dérivés atteint EUR 37,4 milliards au 30 juin 2016, contre EUR 32,1 milliards à fin 2015.

Dans le cadre d'une gestion prudente de sa liquidité, le groupe s'était prémuni des effets potentiels du résultat du référendum, en couvrant ses besoins de financement en livre sterling sur plusieurs mois. Par ailleurs, le groupe avait réalisé plus de 90 % de son programme de refinancement annuel à long terme avant le référendum et maintenu une réserve de liquidité lui permettant de faire face à cette augmentation du cash collatéral à verser.

⁹ Article 467 alinéa 3 du Règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012.

¹⁰ Règlement (UE) 2016/445 de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016 relatif à l'exercice des options et pouvoirs discrétionnaires prévus par le droit de l'Union (BCE/2016/4).

Au cours du semestre, Dexia Crédit Local a lancé avec succès différentes transactions publiques à long terme en euro, en dollar US et en livre sterling, permettant de lever EUR 7,5 milliards, et a exécuté EUR 3,3 milliards additionnels de placements privés. La durée de vie moyenne de ces financements est de 4,3 années. L'activité de financement à court terme sous format garanti a également été soutenue, aussi bien en euro qu'en dollar US. Les financements à court terme levés par le groupe ont une durée de vie moyenne relativement longue, de 7,1 mois.

L'encours des financements sécurisés de marché atteint EUR 63,8 milliards au 30 juin 2016, en réduction de EUR 3,5 milliards par rapport à la fin décembre 2015. Le stock d'obligations sécurisées (Pfandbriefe émises par Dexia Kommunalbank Deutschland) s'amortit de près de EUR 1 milliard sur la période. L'activité de mise en pension de titres (*Repo*) est restée soutenue sur le semestre, notamment sur le court terme. L'encours de repos à long terme s'inscrit en légère baisse. Cette tendance s'explique notamment par le renouvellement en juillet de financements arrivés à maturité à la fin juin et par la réduction du stock d'actifs disponibles pour cette activité.

Enfin, Dexia a poursuivi la réduction de son recours aux financements souscrits auprès de la Banque centrale européenne de EUR 8,6 milliards sur le semestre, ramenant l'encours total à EUR 7,4 milliards au 30 juin 2016, dont EUR 6,1 milliards sous la forme de LTRO et EUR 1,3 milliard sous la forme de MRO.

L'encours global de dette garantie s'inscrit en hausse, à EUR 68,2 milliards au 30 juin 2016 contre EUR 60,9 milliards fin décembre 2015, afin de compenser la réduction des financements souscrits auprès de la Banque centrale européenne et de financer la progression du cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés.

Au 30 juin 2016, le Liquidity Coverage Ratio (LCR) du groupe s'élève à 68 %.

À la même date, le groupe Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 14 milliards, dont EUR 12,3 milliards sous forme d'actifs éligibles à la Banque centrale européenne.

Annexes

Annexe 1 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan			
EUR m	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
Total de l'actif	230 281	237 543	235 887
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	4 835	8 470	3 296
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	20 176	21 420	22 203
Instruments dérivés de couverture	6 672	7 397	7 710
Actifs financiers disponibles à la vente	22 257	21 576	20 468
Prêts et créances sur la clientèle	127 876	127 404	128 181
Comptes de régularisation et actifs divers	38 346	40 800	43 395
Total des dettes	225 733	233 659	232 443
<i>Dont</i>			
Banques centrales	15 932	12 085	7 350
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	22 779	22 898	23 706
Instruments dérivés de couverture	29 978	35 827	39 764
Dettes envers les établissements de crédit	48 780	48 549	46 284
Dettes représentées par un titre	91 532	97 888	97 574
Capitaux propres	4 548	3 884	3 444
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	4 118	3 471	3 039

Annexe 2 – Adéquation du capital (données non auditées)

EUR m	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
Common equity Tier 1	8 180	7 520	7 481
Actifs pondérés des risques	51 414	51 934	49 960
Ratio common equity Tier 1	15,9%	14,5%	15,0%

Annexe 3 – Exposition au risque de crédit (données non auditées)

Répartition par zone géographique			
EUR m	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
Italie	27 244	27 807	27 396
Royaume-Uni	25 821	26 115	26 916
Etats-Unis	28 753	33 132	26 892
France	26 617	24 171	25 081
Allemagne	22 308	22 905	22 672
Espagne	16 933	16 765	15 868
Japon	7 560	8 110	8 787
Portugal	4 193	4 189	4 093
Europe centrale et de l'Est	2 895	2 654	2 429
Canada	2 717	2 843	2 864
Belgique	2 204	2 198	2 182
Autriche	1 575	1 583	1 559
Scandinavie	1 471	1 517	1 280
Hongrie	946	705	687
Pays-Bas	499	622	567
Suisse	520	545	592
Turquie	496	466	443
Irlande	160	158	101
Grèce	153	147	146
Luxembourg	125	187	104
Asie du Sud-Est	845	859	907
Amérique centrale et du Sud	552	519	509
Autres	7 203	6 824	7 159
Total	181 792	185 023	179 235

Répartition par type de contrepartie			
EUR m	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
Secteur public local	94 426	94 853	96 018
Souverains	29 511	32 926	26 958
Etablissements financiers	24 781	25 265	24 496
Financements de projets	14 734	14 527	14 471
Entreprises	8 463	8 088	8 179
ABS/MBS	8 039	7 480	7 378
Rehausseurs de crédit	1 837	1 881	1 733
Particuliers, PME, indépendants	2	2	2
Total	181 792	185 023	179 235

Répartition par notation			
	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
AAA	16,5%	17,6%	16,9%
AA	22,0%	20,4%	20,3%
A	21,7%	22,5%	23,8%
BBB	27,8%	27,6%	28,4%
Non Investment Grade	10,7%	10,4%	9,3%
D	1,1%	1,1%	1,1%
Pas de notation	0,2%	0,4%	0,2%
Total	100%	100%	100%

Annexe 4 – Exposition sectorielle du groupe au 30 juin 2016 (données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
EUR m	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit
Italie	27 396	11 127	958	744	117	14 451	0
Royaume-Uni	26 916	13 160	9 359	2 002	1 924	65	405
Etats-Unis	26 892	13 025	1 029	4 587	4 366	2 557	1 328
France	25 081	16 496	4 104	3 438	0	1 043	0
Allemagne	22 672	18 647	311	3 486	4	224	0
Espagne	15 868	7 596	2 232	4 896	551	593	0
Japon	8 787	6 482	0	1 345	0	960	0
Portugal	4 093	1 864	182	18	90	1 939	0
Pologne	1 534	3		0	0	1 531	0
Hongrie	687	24	24	0	0	638	0
Turquie	443	5	3	434	0	0	0
Grèce	146	56	82	0	8	0	0
Irlande	101	0	8	34	59	0	0

Annexe 5 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs			
EUR m	31/12/2015	31/03/2016	30/06/2016
Actifs dépréciés	1 532	1 563	1 544
Provisions spécifiques ⁽¹⁾	556	552	539
Ratio de couverture ⁽²⁾	36,3%	35,3%	34,9%
Provisions collectives	422	424	422

(1) Provisions sur les prêts et créances et sur les titres à revenu fixe classés en disponibles à la vente

(2) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

Annexe 6 – Notations

Notations au 9 août 2016			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F2
Moody's	Baa3	Stable	P-3
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
Dexia Crédit Local (dette garantie 2013)			
Fitch	AA	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+
Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)			
Standard & Poor's	A	Stable	-

Standard & Poor's a confirmé la notation de Dexia Crédit Local à BBB le 6 juillet 2016. L'agence a fait évoluer la structure de la notation, renforçant le *Stand Alone Credit Profile*, sur la base d'une amélioration du profil de liquidité du groupe.

"In our view, Dexia Crédit Local's liquidity has improved, as its government-guaranteed issuance programs let to a reduction of its dependence on exceptional funding mechanisms and central bank loans. As such, we have positively reassessed DCL's stand-alone credit profile to 'bb' from 'b'"

Moody's a confirmé le rating de Dexia Crédit Local à BBB- le 18 avril 2016.

"DCL's BCA of b2 reflects Moody's view that the entity, which is managed in run-off mode and has avoided default thanks to the provision of extraordinary support from the governments of Belgium, France and Luxembourg is slowly and progressively improving its risk profile by de-risking its large balance sheet of EUR 230 billion at year-end 2015, while maintaining the operational continuity of the group."

Fitch a confirmé le rating de Dexia Crédit Local à BBB+ le 15 mars 2016.

"DCL's Long Term Issuer Default Rating reflects the French and Belgian states's flexibility to provide financial support, as well as DCL's state ownership and sizeable state guarantees for its funding."

"Regulatory capital is gradually eroded through the yearly negative net results. The 2012 capital injection had been calibrated as such to cover for the combination of reported net losses and anticipated reduction in weighted risks. Capitalisation should therefore remain sufficient if DCL's resolution goes according to plan."

Annexe 7 – Litiges

À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia fait face à plusieurs enquêtes réglementaires et litiges, en tant que défendeur ou requérant.

Les développements les plus significatifs intervenus durant le 2^e trimestre 2016, liés aux litiges et enquêtes en cours dans lesquels Dexia est assigné sont résumés ci-dessous.

Les données actualisées ci-dessous doivent être lues conjointement avec les résumés correspondants mentionnés dans le rapport annuel 2015 de Dexia et dans la déclaration intermédiaire du 1^{er} trimestre 2016 (disponible sur le site www.dexia.com).

Sur la base des informations connues de Dexia au 30 juin 2016, les faits nouveaux ou développements survenus au 2^e trimestre 2016 liés aux litiges et enquêtes en cours et mentionnés dans le rapport annuel

2015 ou dans la déclaration intermédiaire du 1^{er} trimestre 2016 mais pour lesquels aucune mise à jour n'est fournie ci-dessous, n'étaient pas considérés comme susceptibles d'avoir une incidence majeure sur la situation financière du groupe à cette date, ou les informations disponibles à cette date ne permettaient pas au groupe d'évaluer avec précision l'ampleur éventuelle d'une telle incidence.

Poursuite de la réduction du nombre de litiges de DCL liés aux emprunts structurés souscrits par des communes françaises

Les effets combinés du Fonds de soutien créé par les autorités françaises afin d'aider les communes à faire face à leurs obligations de crédit liés aux emprunts structurés, d'une part, et de plusieurs décisions judiciaires confirmant les points de vue des banques, d'autre part, ont contribué à une poursuite de la diminution du nombre de litiges dans lesquels DCL est impliqué. Au 30 juin 2016, des procédures étaient engagées avec 70 clients, contre 147 au 31 décembre 2015 (après avoir atteint un sommet de 229 dossiers litigieux au 31 octobre 2014) (de plus amples détails à ce sujet sont disponibles dans la section « Événements et transactions significatifs » de ce communiqué de presse).

Résultat négatif dans les cas de consentement des époux aux Pays-Bas

Une Cour d'appel aux Pays-Bas a rejeté les arguments de Dexia Nederland et a appliqué strictement la décision prise par la Cour Suprême en octobre 2015 dans les dossiers de consentement des époux. Dexia Nederland évalue actuellement les mesures devant être prises à l'égard de ses anciens clients suite à cette nouvelle décision.

Résultat positif dans le litige sur la communication financière de Dexia

Dans la dernière affaire civile en cours liée à une communication financière prétendument incorrecte de Dexia, le tribunal de première instance de Bruxelles a estimé que Dexia n'avait commis aucun manquement dans sa communication financière en 2011.

Règlement de certaines affaires de manipulation de soumissions d'offres aux Etats Unis

Dexia a mis un terme à certains dossiers de prétendue manipulation de soumissions d'offres en transigeant avec les requérants, mettant ainsi fin à des litiges toujours en cours devant des cours fédérales américaines et dans lesquels la société était citée.

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles
+32 2 213 57 97
Service Presse – Paris
+33 1 58 58 86 75

Contacts investisseurs

Investor Relations – Bruxelles
+32 2 213 57 39
Investor Relations – Paris
+33 1 58 58 82 48